Industrie Canada Industry Canada

Moniteur micro-économique

Troisième trimestre de 2002

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada. Le présent document est fondé sur les données connues au 16 décembre et est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Canada

Table des matières

103-05902/

Aperçu A

Scène canadienne

Activité économique réelle B
Revenus C
Marché du travail D
Aperçu de la situation des secteurs E
Productivité et compétitivité F
Comptes internationaux G
Mouvements des prix H
Finances publiques I
Marché des capitaux J

Aperçu

La croissance du PIB réel modère au troisième trimestre

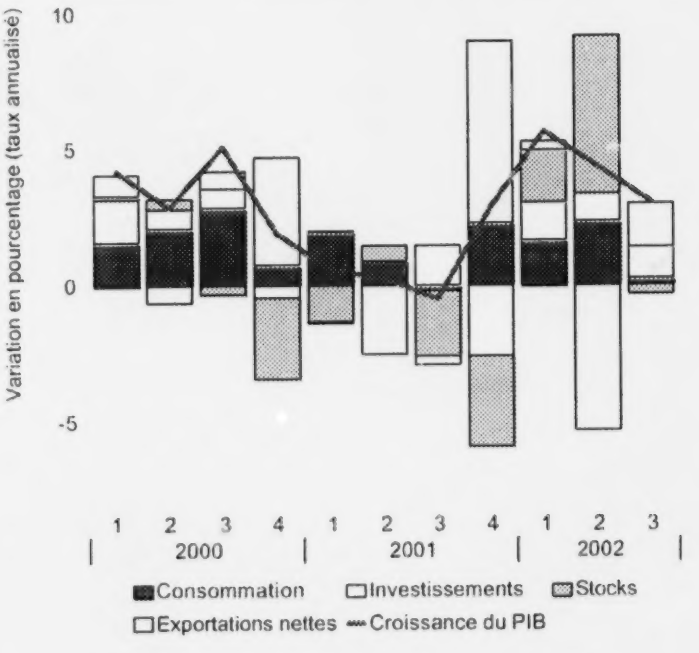
Au troisième trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 3,1 % (taux annuel), en baisse par rapport à 4,4 % au trimestre précédent. L'économie canadienne a été vigoureuse en 2002, comme en témoigne le taux de croissance moyen de 4,4 % des trois derniers trimestres.

Cette décélération de la croissance est attribuable à la plus faible progression des dépenses de consommation et à la diminution des investissements dans les stocks. Les exportations nettes ont été le plus grand facteur de croissance. Les investissements résidentiels se sont redressés, et les investissements dans les machines et le matériel ont poursuivi leur progression.

Selon certains indicateurs récents, en particulier la forte création d'emplois en octobre et en novembre, la croissance devrait se poursuivre au quatrième trimestre.

La croissance du PIB réel aux États-Unis a repris de la vigueur au troisième trimestre pour s'établir à 4,0 %, par rapport à 1,3 % au deuxième. La progression des dépenses de consommation, en particulier les ventes d'automobiles, ont alimenté la croissance aux États-Unis. La faiblesse soutenue de la conjoncture de l'emploi en octobre et novembre laisse supposer une croissance modérée au quatrième trimestre.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel*
(Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

Source: Statistique Canada

Le Canada devrait garder la tête du peloton des pays du G-7 en 2002 et 2003

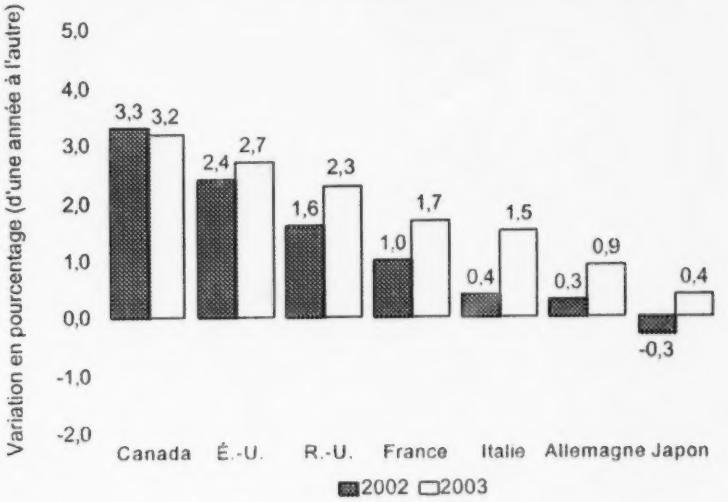
Les craintes de plus en plus grandes concernant la situation géopolitique au Moyen-Orient assombrissent les perspectives de croissance du G-7, qui ont été quelque peu révisées à la baisse comparativement à celles d'il y a quelques mois. Le Canada devrait tout de même connaître la plus forte croissance du PIB réel parmi les pays du G-7 en 2002 et 2003.

Le climat d'incertitude qui règne sur l'économie mondiale a incité les grandes banques à ne pas resserrer le crédit.

- **Aux États-Unis, la Réserve fédérale a retranché 50 points de base au taux des fonds fédéraux, celui-ci passant à 1,25 % le 6 novembre. Elle ne l'a pas modifié depuis.**

- **La Banque du Canada a maintenu à 2,75 % son taux de financement à un jour.**

Perspectives de croissance du PIB réel



Source: U.K. Consensus Forecasts, décembre 2002

A-2

Scène canadienne

Activité économique réelle

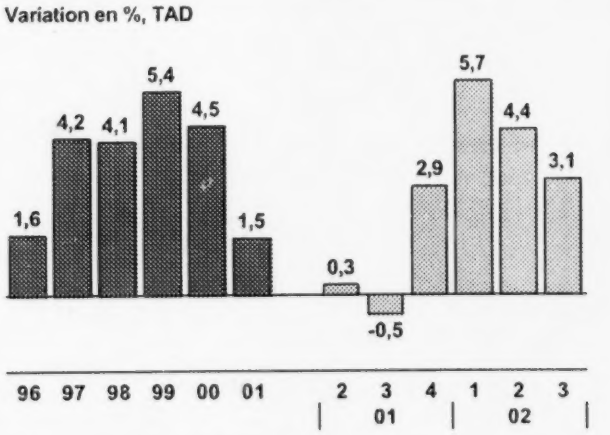
L'économie ralentit quelque peu au troisième trimestre...

Au troisième trimestre de 2002, le PIB réel a augmenté de 3,1 % (taux annuel), après avoir gagné 4,4 % au deuxième trimestre et 5,7 % au premier.

- **La plus faible demande de biens durables et la baisse des investissements dans les structures non résidentielles ont freiné la croissance au troisième trimestre.**

- **Les exportations nettes, qui sont intervenues pour la moitié de la croissance du PIB réel, ont profité de la forte demande des États-Unis. Les investissements résidentiels sont montés en flèche et représentent le plus gros de la croissance des investissements.**

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada

Alimenté par les dépenses de consommation et la plus forte croissance des exportations, le PIB réel des États-Unis a augmenté de 4,0 % au troisième trimestre par rapport à 1,3 % au deuxième. L'économie canadienne a surpassé l'économie américaine durant sept des dix derniers trimestres.

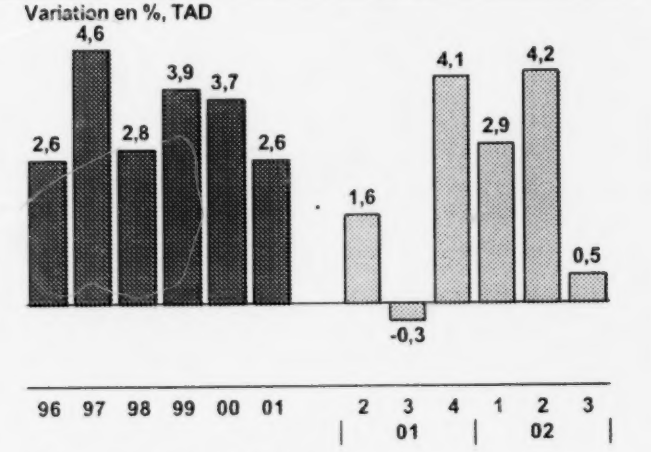
...en raison de la plus faible croissance des dépenses de consommation...

Après avoir vivement progressé pendant trois trimestres, les dépenses de consommation n'ont avancé que de 0,5 % au troisième trimestre.

- **Cette décélération s'explique, en grande partie, par la baisse de 4,8 % des dépenses en biens durables, laquelle est attribuable au fléchissement de la demande de véhicules automobiles. Néanmoins, les achats d'automobiles se situent encore à des niveaux inégalés, et les dépenses en biens durables sont supérieures de 4,5 % à ce qu'elles étaient en 2001.**

- **Les dépenses en services ont augmenté de 1,9 %, comparativement à 6,7 % au deuxième trimestre, et les dépenses en biens non durables ont progressé de 1,7 % contre 3,1 % au deuxième trimestre.**

Croissance des dépenses de consommation réelles

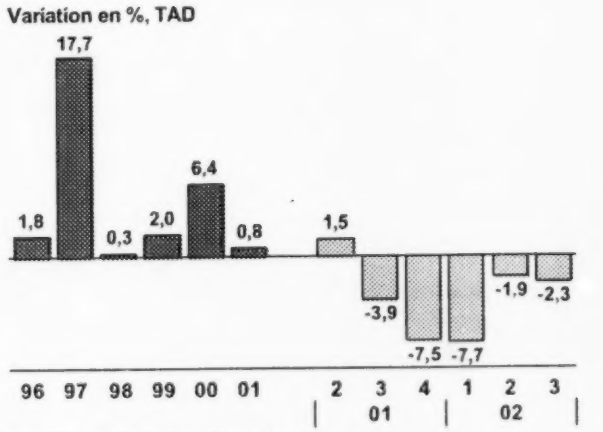


Source : Statistique Canada

...et de la faiblesse soutenue de la construction non résidentielle

La construction non résidentielle s'est affaiblie, une fois de plus, au troisième trimestre, enregistrant une baisse de 2,3 %. Il s'agit du cinquième recul trimestriel consécutif.

Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

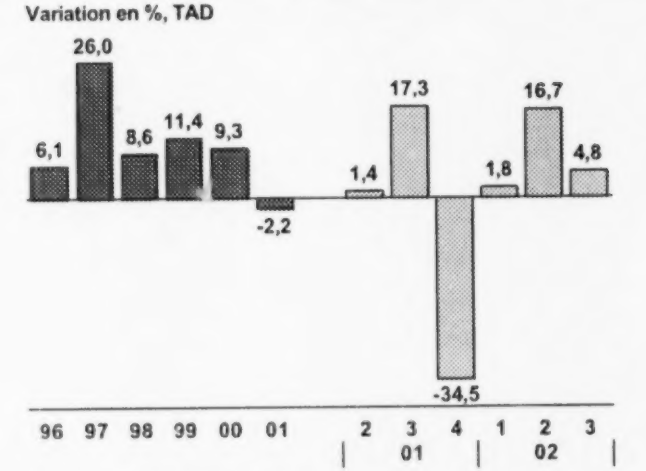
Les investissements dans les machines et le matériel ont modérément augmenté...

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) ont augmenté de 4,8 % au troisième trimestre, après avoir fait un bond de 16,7 % au trimestre précédent.

- **La hausse des investissements dans les automobiles, les camions et autre matériel de transport a été, en partie, annulée par la réduction des investissements dans les machines industrielles.**

- **Quant aux investissements dans l'équipement de télécommunication, ils se sont repliés pour un cinquième trimestre consécutif.**

Investissements réels dans les machines et le matériel



Source : Statistique Canada

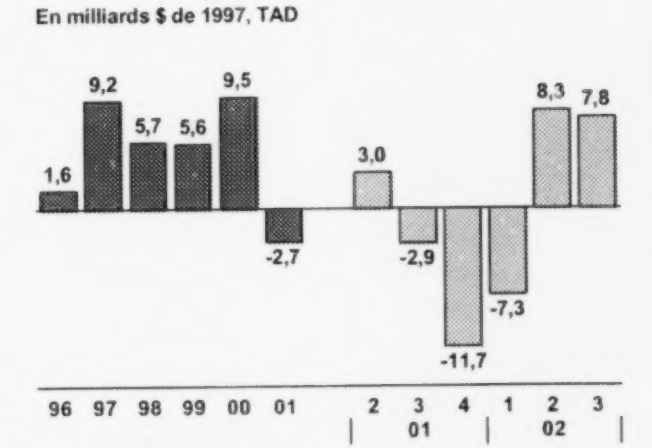
...et les investissements dans les stocks ont diminué

L'accumulation des stocks non agricoles, qui a été moins forte, est passée à 7,8 milliards de dollars au troisième trimestre par rapport à 8,3 milliards au deuxième trimestre.

- **D'une part, les fabricants, les détaillants et les grossistes ont reconstitué leurs stocks et, d'autre part, les stocks de véhicules automobiles ont augmenté au rythme des ventes. Toutefois, les stocks agricoles ont fléchi en raison de la pauvreté des récoltes.**

Les entreprises ont regarni leurs stocks aux deux derniers trimestres, mais le ratio des stocks au chiffre d'affaires s'est maintenu autour de 0,66, soit près d'un creux historique.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles



Source : Statistique Canada

Au troisième trimestre, les exportations se raffermissent...

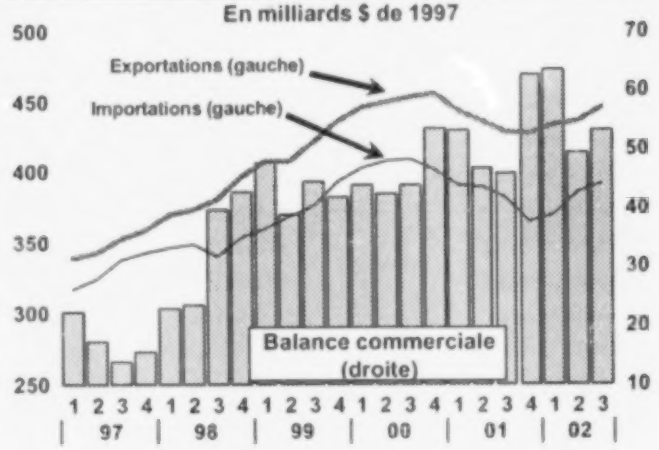
Les exportations réelles ont progressé de 9,6 % au troisième trimestre, ce qui constitue la plus forte hausse en dix trimestres.

- **Les dépenses importantes des consommateurs américains relativement aux pièces et aux véhicules automobiles ont stimulé les exportations de cette industrie. Après avoir régressé aux six trimestres précédents, les exportations de machines et de matériel ont avancé de 9,0 %.**

En revanche, la croissance des importations a ralenti pour s'établir à 6,3 % par opposition à 18,9 % au trimestre précédent.

- **En effet, le ralentissement des importattions de machines et de matériel ainsi que de services a annulé, en partie, la forte hausse des importations de pièces d'automobiles.**

Exportations et importations réelles de biens et de services



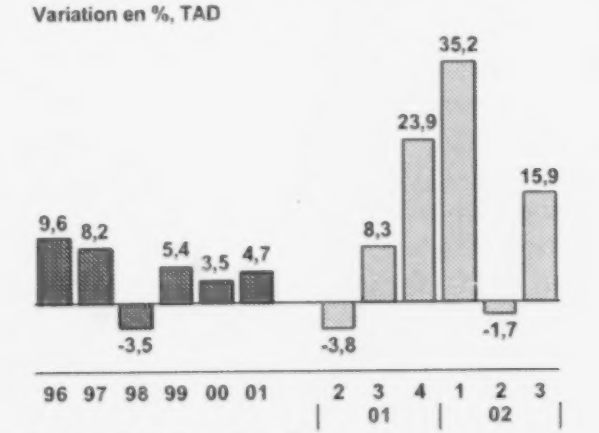
Source : Statistique Canada

...et l'activité s'intensifie dans le secteur du logement

Après avoir diminué de 1,7 % au deuxième trimestre, les investissements dans la construction résidentielle ont bondi de 15,9 % au troisième trimestre.

- **Les mises en chantier ont repris de la vigueur pour atteindre leur niveau le plus élevé en une décennie, et la construction de logements a augmenté de 7,2 %.**

Croissance de la construction résidentielle réelle



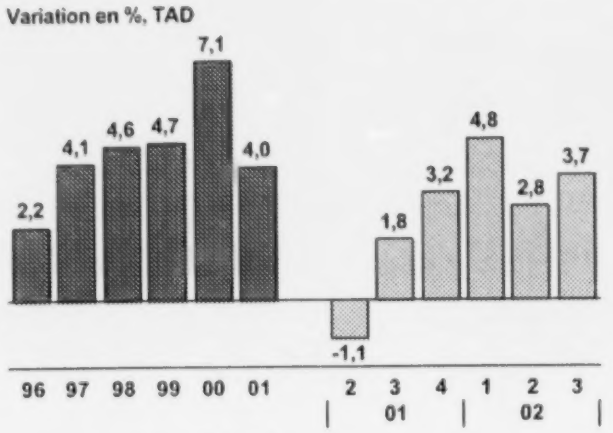
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

La croissance du revenu disponible des particuliers ralentit au troisième trimestre...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*

* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.
Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au troisième trimestre, la croissance du revenu personnel s'est établie à 3,7 % (taux annuel). Il s'agit d'une cinquième hausse trimestrielle consécutive. Stimulé par la forte performance du marché du travail, le revenu du travail a poursuivi sa vive croissance (5,1 %). Les bénéfices des entreprises non constituées en société ont sensiblement progressé (10,3 %), alors que les revenus de placements ont fléchi (-6,2 %) en raison surtout de la faiblesse des taux d'intérêt.

Le revenu disponible des particuliers a augmenté de 4,1 %, par rapport à 4,5 % au deuxième trimestre. De même, la croissance du revenu disponible réel des particuliers a modéré son allure, passant à 0,7 % par rapport à 1,0 % pour le deuxième trimestre.

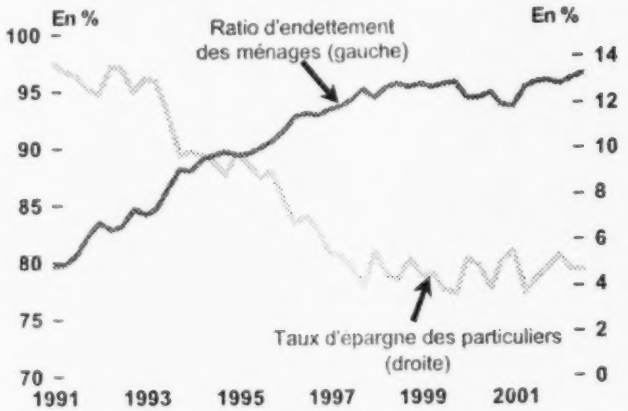
...et le taux d'épargne reste stable

Les dépenses relatives aux biens et services de consommation ont augmenté de concert avec le revenu personnel disponible. Le taux d'épargne des particuliers est donc resté à 4,7 %.

Le ratio d'endettement des ménages a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour se situer à 96,5 % puisque la dette à la consommation et la dette hypothécaire se sont accrues plus rapidement que le revenu personnel disponible.

La hausse du ratio d'endettement n'est pas nécessairement inquiétant. L'actif des ménages progresse plus rapidement que les dettes depuis quelques années. Le ratio de la richesse nette des ménages (l'actif moins les dettes) a augmenté, soit d'environ quatre fois le revenu personnel disponible en 1985 à près de cinq fois en 2001.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

Les bénéfices des entreprises continuent leur progression

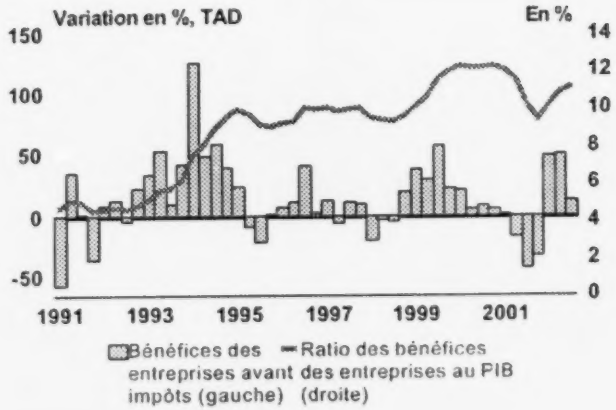
Les bénéfices des entreprises ont augmenté pour un troisième trimestre consécutif, mais à un taux plus faible (12,6 %) que le taux de 50,0 % observé au premier semestre de 2002. Les bénéfices restent inférieurs de 3,9 % au sommet atteint au premier trimestre de 2001.

- **La vivacité des exportations a stimulé les bénéfices du secteur de la fabrication, surtout ceux des fabricants de pièces et de véhicules automobiles.**

- **Les bénéfices ont diminué dans le secteur financier, en raison de la moins grande rentabilité de l'industrie des banques.**

Par ailleurs, le ratio du PIB aux bénéfices a encore augmenté, passant à 11,1 % au troisième trimestre par rapport à 10,9 % au deuxième trimestre.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché du travail

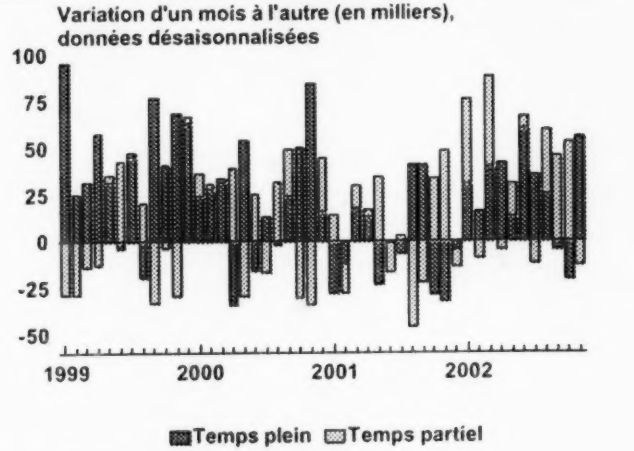
Le marché de l'emploi reste ferme en novembre...

En novembre, l'emploi a progressé (+42 000), sous l'impulsion de la création de 55 000 emplois à temps plein, qui a suivi les pertes cumulatives de 25 000 emplois de septembre et d'octobre.

- **Le total de nouveaux emplois depuis le début de l'année s'établit donc à 502 000. Il s'agit du nombre le plus élevé observé sur une période de onze mois et du plus fort rythme de croissance (+3,3 %) pour cette période depuis 1987.**

Les nouveaux emplois ont été répartis entre les emplois à temps plein (+290 000, soit 2,4 %) et les emplois à temps partiel (+212 000, soit 7,7 %) durant les onze premiers mois de 2002.

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

La situation de l'emploi est difficile aux États-Unis. Après n'avoir augmenté que de 6 000 en octobre, le nombre d'emplois non agricoles a diminué de 40 000 en novembre. De plus, on a compté 45 000 emplois de moins dans le secteur de la fabrication en novembre, ce qui constitue un 28e repli mensuel consécutif. Le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage en novembre pour se situer à 6,0 %.

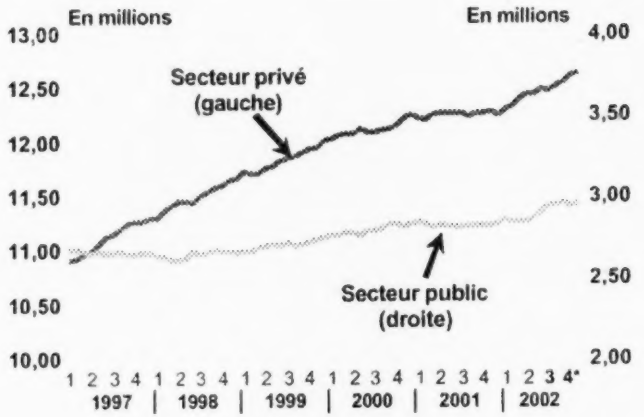
...grâce aux secteurs public et privé qui enregistrent de fortes hausses de l'emploi

En novembre, les effectifs du secteur privé ont augmenté (+25 000) sous l'impulsion de la forte hausse du nombre d'emplois rémunérés, soit 57 000. Grâce au secteur de la fabrication, on compte 280 000 emplois de plus dans le secteur privé, soit une augmentation de 3,1 % pour la période de janvier à novembre.

Le secteur public a été à l'origine de 17 000 nouveaux emplois en novembre, et le total de nouveaux emplois depuis le début de l'année s'établit à 123 000, soit une hausse de 4,3 %. Les gains ont surtout été le fait des services d'enseignement, des soins de santé et de l'assistance sociale.

Le nombre d'emplois rémunérés a augmenté en novembre (+74 000), ce qui porte à 402 000 le total de nouveaux emplois depuis le début de l'année, soit une hausse de 3,1 %. Malgré une réduction de 31 000 emplois en novembre, l'emploi autonome est en hausse de 4,3 % en 2002 (+99 000), grâce aux gains observés dans les services professionnels et scientifiques, l'agriculture et les services sociaux.

Emploi : secteur privé et secteur public



*Seuls les mois d'octobre et de novembre sont inclus dans les données pour le quatrième trimestre de 2002.

Source : Statistique Canada

En raison de la forte augmentation de la population active, le taux de chômage reste sensiblement le même, soit 7,5 %

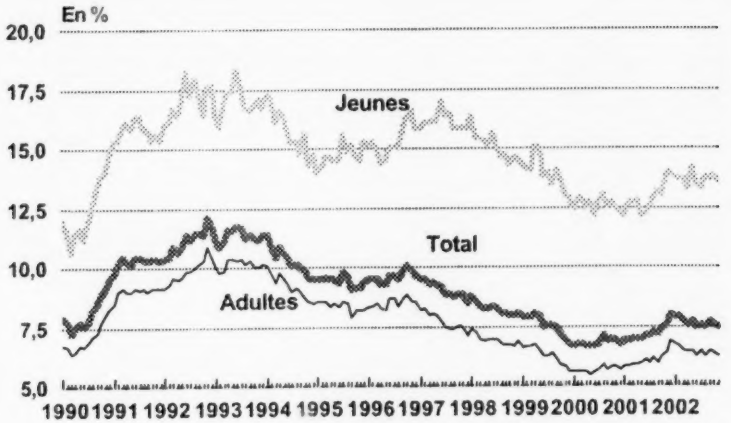
Le taux de chômage a reculé de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 7,5 % en novembre, soit 0,5 point de pourcentage de moins que le sommet enregistré en décembre 2001 (8,0 %).

- **L'amélioration de la conjoncture économique a incité un plus grand nombre de Canadiens à entrer sur le marché du travail, ce qui a, en partie, annulé l'élan de la création d'emplois sur le taux de chômage.**

- **En novembre, le taux de participation était à son niveau le plus élevé depuis 1990.**

En novembre, 15 000 emplois ont été créés chez les jeunes, ce qui porte à 98 000 le total de nouveaux emplois en 2002. Le taux de chômage chez les jeunes a donc diminué de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre pour se fixer à 13,6 % en novembre. Chez les adultes, le taux de chômage s'est légèrement replié pour passer à 6,3 %.

Taux de chômage



Source : Statistique Canada

Toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, profitent d'un vigoureux rythme de création d'emplois en 2002...

L'Ontario et le Québec, où la plupart des activités de fabrication sont concentrées, sont intervenus pour 62,7 % des nouveaux emplois en 2002, après avoir enregistré de piètres résultats en 2001.

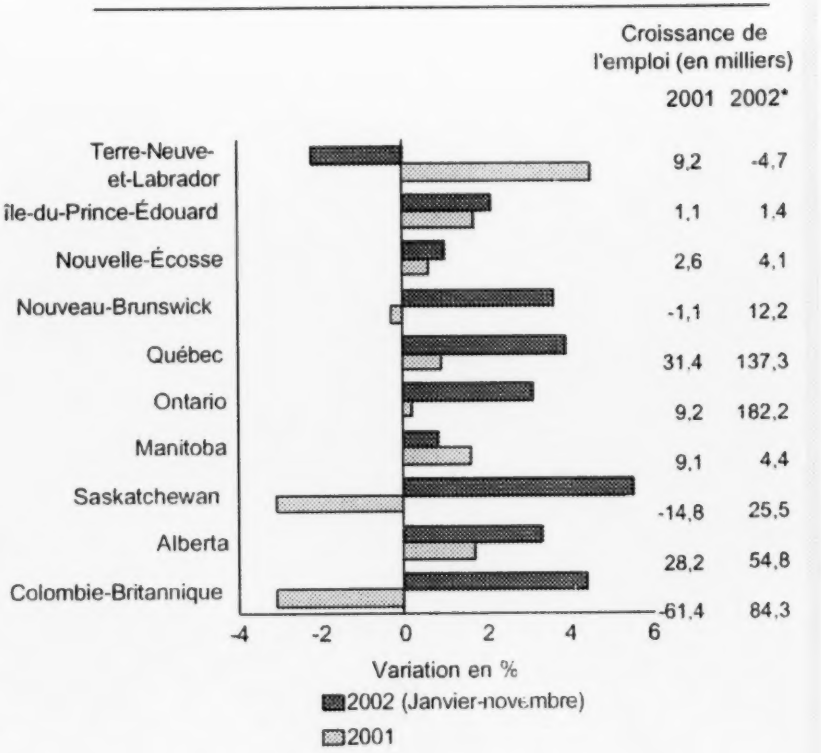
Après avoir perdu des emplois en 2001, la Colombie-Britannique (+84 300) et la Saskatchewan (+25 500) ont renversé la vapeur.

Comparativement à l'année dernière, l'Alberta a créé deux fois plus d'emplois (+54 800) de janvier à novembre 2002.

Par ailleurs, le Nouveau-Brunswick a profité du plus grand nombre de nouveaux emplois (+12 000) des provinces atlantiques.

Terre-Neuve est la seule province à accuser des pertes d'emplois, après avoir connu de très bons résultats en 2001.

Croissance de l'emploi par province



*Il s'agit de données cumulatives pour l'année 2002 (janvier-novembre)
Source : Statistique Canada

D-4

...ce qui se traduit par une baisse du taux de chômage

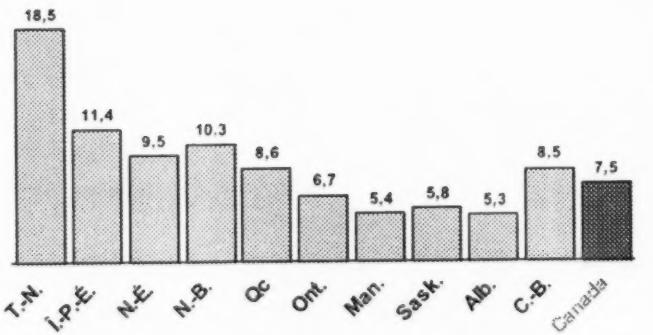
En novembre, le taux de chômage s'est replié par rapport à décembre 2001 dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve (+1,5 point de pourcentage, pour se fixer à 18,5 %) et au Manitoba (+0,8 point, pour se fixer à 5,4 %).

Les taux de chômage ont le plus diminué en Colombie-Britannique (-1,2 point de pourcentage -- 8,5 %), ainsi qu'au Québec, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard (-1,1 point de pourcentage).

Les autres provinces ont connu des reculs moins importants que celui observé à l'échelle nationale (0,5 point de pourcentage).

Taux de chômage : novembre 2002

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

Dans la plupart des industries, la production s'accroît au troisième trimestre

La production des industries de biens a augmenté de 3,5 % (taux annuel) au troisième trimestre de 2002, après avoir progressé de 9,3 % et de 5,8 % (taux révisés) aux deux trimestres précédents.

- **Dans le secteur de la fabrication, le PIB réel a poursuivi sa vive croissance au troisième trimestre, grâce aux exportations vigoureuses de véhicules automobiles.**

- **La forte demande de logements neufs a, encore une fois, stimulé la production de l'industrie de la construction et des industries en amont de celle-ci. Cependant, la baisse notable de la production des industries de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a annulé les gains observés au trimestre précédent, en raison de la sécheresse qui a nui à l'agriculture. Le temps chaud a fait croître la demande d'électricité, ce qui a contribué à la hausse de production des services publics.**

Au troisième trimestre, la production du secteur des services s'est intensifiée de 2,9 %.

- **La plupart des industries ont enregistré des gains, dont les plus importants appartiennent à l'industrie des services administratifs et à celle de l'information et de la culture. Après une très bonne performance au deuxième trimestre, l'industrie des arts, du divertissement et des loisirs (qui ne représente que 1,5 % de la production totale des services), a vu sa production diminuer de 11,3 %.**

Dans l'ensemble, le PIB réel aux prix de base s'est accru de 3,1 % au troisième trimestre après avoir progressé de 3,9 % au deuxième. La plupart des gains ont été réalisés en juillet, la croissance de la production ayant ralenti en août et en septembre.

Croissance du PIB réel par industrie : T3-2002

* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises
** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques
*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
**** Sauf les administrations publiques

E-1

Source : Statistique Canada

Le redressement des bénéfices d'exploitation des entreprises se poursuit, bien que moins fortement

Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont augmenté de 2,6 % au troisième trimestre, par rapport à un taux de croissance moyen de 11,1 % aux deux premiers trimestres.

Alimentés par la hausse des expéditions, les bénéfices des fabricants ont augmenté pour un quatrième trimestre d'affilée, grâce à la forte avance de l'industrie de l'automobile. Par contre, la dégringolade s'est poursuivie dans le secteur de la haute technologie, qui affiche des pertes d'exploitation totales de 0,2 milliard de dollars.

Les détaillants qui ont, encore une fois, profité des faibles taux d'intérêt et de la vivacité du marché de l'emploi, ont vu leurs bénéfices grimper de 8,5 % au troisième trimestre. Les bénéfices de l'industrie du transport et de l'entreposage se sont accrus pour un quatrième trimestre de suite, après les événements du 11 septembre.

Les industries financières ont vu leurs bénéfices diminuer de 1,4 % pour s'établir à 8,1 milliards de dollars, après avoir progressé de 7,1 % et de 5,3 % aux deux premiers trimestres de 2002. Au premier rang, l'industrie de l'intermédiation financière avec dépôt dont les bénéfices ont chuté de 11,0 %. Les bénéfices de l'industrie des fonds et autres instruments financiers ont reculé pour un troisième trimestre consécutif en raison surtout des pertes subies sur les ventes de valeurs mobilières.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau T3-2002 (M$)	Différence T2-02-T3-02 (M$)	Différence T2-02-T3-02 (En %)	Différence T3-01-T3-02 (En %)
Total - Ensemble des industries	40 284	1 019	2,6	12,9
Total - Industries non financières	32 151	1 137	3,7	22,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	363	3	0,8	-30,7
Combustibles minéraux	4 318	-40	-0,9	3,1
Mines, sauf combustibles minéraux	378	55	17,0	-36,0
Services publics	615	-199	-24,4	-46,0
Construction	841	-52	-5,8	-6,8
Industries manufacturières	11 009	1 002	10,0	46,4
Commerce de gros	2 747	74	2,8	17,2
Commerce de détail	2 487	195	8,5	76,3
Transport et entreposage	2 056	172	9,1	101,0
Ind. de l'information et ind. culturelle	1 928	29	1,5	9,7
Imm., location et location à bail	2 735	-48	-1,7	5,8
Services professionnels et scientifiques	636	-48	-7,0	32,8
Gestion de sociétés	2 980	-153	-4,9	-24,7
Autres services aux entreprises	537	-122	-18,5	13,8
Services d'enseignement	45	3	-6,3	-27,4
Soins de santé et assistance sociale	386	5	1,3	2,9
Arts, spectacles et loisirs	129	35	37,2	57,3
Hébergement et restauration	701	76	12,2	21,5
Autres services	330	-3	-0,9	23,1
Total - Industries financières	8 132	-119	-1,4	-14,4
Intermédiation fin. (avec dépôt)	2 953	-366	-11,0	-28,7
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 288	-23	-1,8	-7,7
Assureurs	1 242	448	56,4	2,6
Fonds et autres instruments fin.	-3 727	-2 732	274,6	474,3
Autres intermédiaires financiers	2 650	-177	-6,3	-3,5

Source : Statistique Canada

Les industries de la fabrication et des services communautaires sont à l'origine de près de 60 % des emplois créés en 2002...

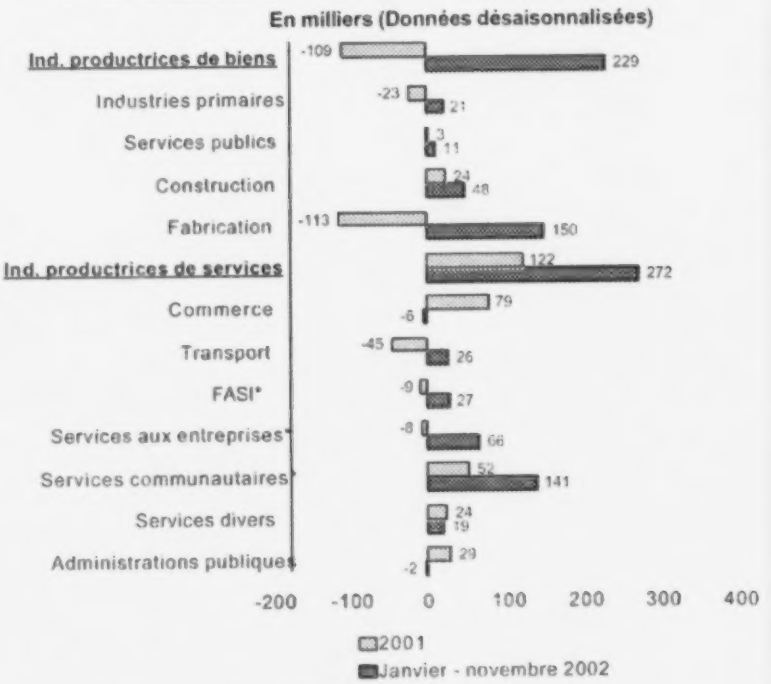
Pour les onze premiers mois de 2002, le secteur des biens a enregistré une hausse de 229 000 emplois, ce qui a plus que compensé les pertes (-109 000) subies en 2001.

- **Le secteur de la fabrication a créé 150 000 emplois durant les onze premiers mois de 2002. Malgré une réduction des effectifs (-16 000) dans la construction en novembre, le niveau d'emplois est supérieur de 5,7 % à ce qu'il était en décembre 2001.**

Dans le secteur des services, 272 000 emplois ont été créés de janvier à novembre, la plupart des industries affichant des gains.

- **Les services communautaires ont fait preuve de vigueur, les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale ayant enregistré des hausses d'emplois importantes. D'autre part, le commerce et les administrations publiques ont subi de légères pertes.**

Croissance de l'emploi par industrie



*FASI : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

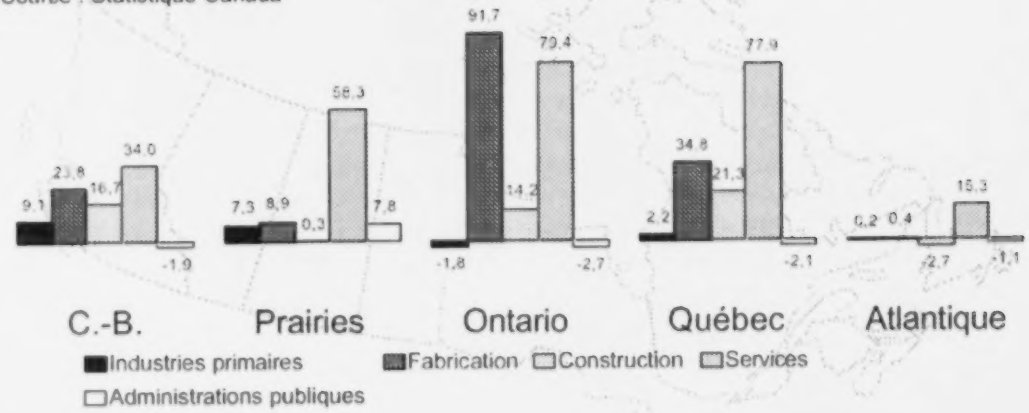
Source : Statistique Canada

E-3

...et les gains sont concentrés en Ontario et au Québec

Création d'emplois

En milliers
Données désaisonnalisées
Janvier à novembre 2002
Source : Statistique Canada



En glissement annuel, l'emploi dans le secteur de la fabrication a progressé dans toutes les régions du Canada, l'Ontario récoltant 60 % des nouveaux emplois, soit 92 000. Le nombre d'emplois a augmenté dans le secteur primaire, surtout dans l'Ouest canadien, grâce aux gains observés dans l'agriculture. Le nombre d'emplois dans l'industrie de la construction s'est accru dans toutes les régions, sauf dans les provinces atlantiques.

Dans le secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru dans toutes les régions, l'Ontario et le Québec enregistrant les plus fortes hausses. Par contre, dans les administrations publiques, il a diminué partout, sauf dans les Prairies.

En 2002, les règlements salariaux sont moins élevés, mais les augmentations réelles de salaires sont supérieures

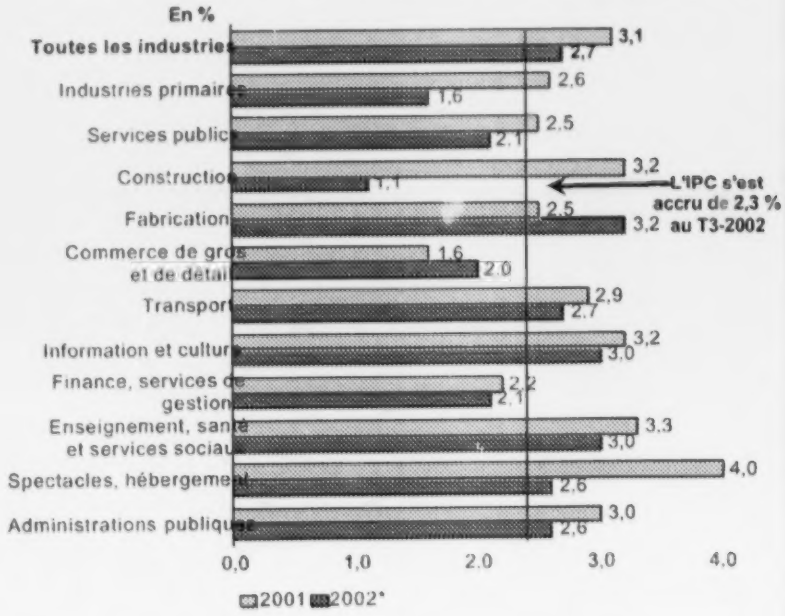
Pour les neuf premiers mois de 2002, les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,7 % par rapport à 3,1 % en 2001. Toutefois, durant la même période, l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) est passée de 2,6 % en 2001 à 2,0 % en 2002, ce qui a donné lieu à une hausse légèrement supérieure des salaires réels en 2002 (0,7 % contre 0,5 % en 2001).

- **À la faveur d'une forte demande de main-d'oeuvre, les règlements salariaux ont été plus élevés dans le secteur de la fabrication.**

- **Les règlements salariaux ont été supérieurs au taux d'inflation dans six des onze principaux groupes d'industries.**

Pour la période de janvier à septembre, les règlements salariaux du secteur public (+2,8 %) sont, une fois de plus, supérieurs à ceux du secteur privé (+2,4 %).

Règlements salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.
*Les données de 2002 reflètent les ententes conclues de janvier à septembre.

Source : Développement des ressources humaines Canada

E-5

Le taux d'utilisation de la capacité continue sa progression au troisième trimestre

Le taux d'utilisation de la capacité a progressé de 0,8 point de pourcentage pour se situer à 83,3 % au troisième trimestre. Il s'agit d'une troisième hausse trimestrielle consécutive. Le taux d'utilisation de la capacité est supérieur à son taux moyen de 10 ans, mais il reste inférieur au sommet atteint au troisième trimestre de 2000 (85,5 %).

Dans l'industrie de la production d'électricité, le taux d'utilisation de la capacité est monté en flèche à la suite d'une demande accrue attribuable au temps chaud de l'été. L'augmentation de la demande de logements neufs a fait croître l'utilisation de la capacité des industries de la construction et des produits du bois. Le fléchissement de la production de l'industrie minière a fait passer l'utilisation de la capacité des industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière sous leur taux moyen de dix ans.

Dans le secteur de la fabrication, le taux d'utilisation de la capacité a augmenté dans 16 groupes sur 21, sous l'impulsion de la vigueur des exportations et de l'activité soutenue dans l'industrie de la construction.

- **La demande de produits de papier des États-Unis a contribué à faire augmenter le taux d'utilisation de la capacité de cette industrie, lequel a atteint un sommet inégalé depuis 1994. De plus, la vive demande nord-américaine de véhicules automobiles et de camions lourds a fait grimper le taux d'utilisation de la capacité de l'industrie du matériel de transport.**

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %)	Variation (en %)		Moyenne
	T3-2002	T/T	A/A	sur 10 ans
Total - industries	83,3	0,8	2,5	82,4
Foresterie et exploitation forestière	80,1	-1,2	4,5	80,6
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	70,7	-0,6	-5,0	78,8
Énergie électrique*	90,7	2,4	5,0	83,9
Construction	86,8	0,5	0,8	82,0
Total - fabrication	84,6	1,1	4,4	83,3
Aliments	82,2	-0,1	0,9	80,7
Boissons et produits du tabac	77,3	0,7	-0,5	80,4
Usines de textiles	81,3	0,2	1,5	83,2**
Usines de produits textiles	86,4	2,0	7,6	80,4**
Fabrication de vêtements	86,6	0,6	5,3	82,9
Produits en cuir et produits analogues	76,6	1,4	-0,7	74,6
Produits en bois	96,2	0,9	14,3	86,8
Papier	94,6	3,4	7,1	90,3
Impression et activités connexes de soutien	72,7	-2,1	-2,5	77,9
Produits du pétrole et du charbon	97,3	0,0	2,4	92,3
Produits chimiques	84,0	1,7	7,5	82,4
Produits en caoutchouc et en plastique	90,3	1,9	10,1	83,6
Produits minéraux non métalliques	82,5	0,8	7,2	77,7
Première transformation des métaux	91,2	0,9	5,8	89,9
Fabrication de produits métalliques	83,8	0,5	2,9	80,1
Machines	83,1	2,4	4,2	80,7
Produits informatiques et électroniques	65,0	-1,1	-4,5	80,2
Matériel électrique	68,9	-1,3	-3,8	82,9
Matériel de transport	91,3	3,0	6,6	85,0
Meubles et de produits connexes	80,6	1,3	3,8	80,7
Activités diverses de fabrication	84,7	0,7	4,6	82,1

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique
** Selon les données disponibles entre le T2 de 1997 et le T3 de 2002

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Productivité et compétitivité

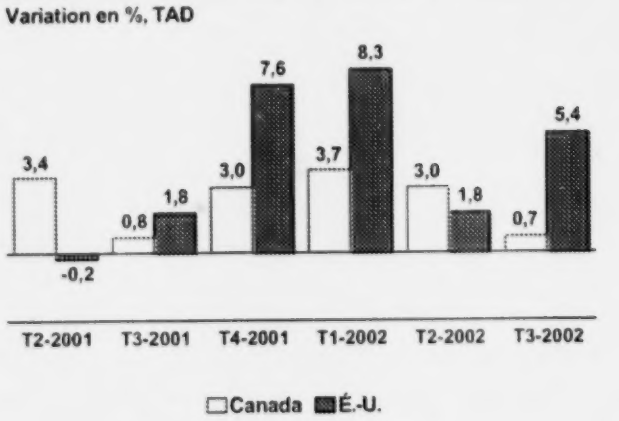
La croissance de la productivité modère sa cadence au troisième trimestre...

La productivité du travail dans le secteur des entreprises a augmenté de 0,7 % (taux annuel) au troisième trimestre. Il s'agit là d'un ralentissement marqué par rapport aux taux de 3,0 % ou plus enregistrés aux trois trimestres précédents.

- **Cette décélération s'explique par la modération de la croissance de la production et la hausse du nombre d'heures travaillées en raison de la bonne tenue du marché de l'emploi.**

Par ailleurs, aux États-Unis, la productivité du travail s'est redressée au troisième trimestre, progressant de 5,4 % comparativement à 1,8 % au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par une augmentation de la production (+5,2 %) et une légère diminution du nombre d'heures travaillées, puisque les employeurs demeurent réticents à accroître leurs effectifs.

Croissance de la productivité



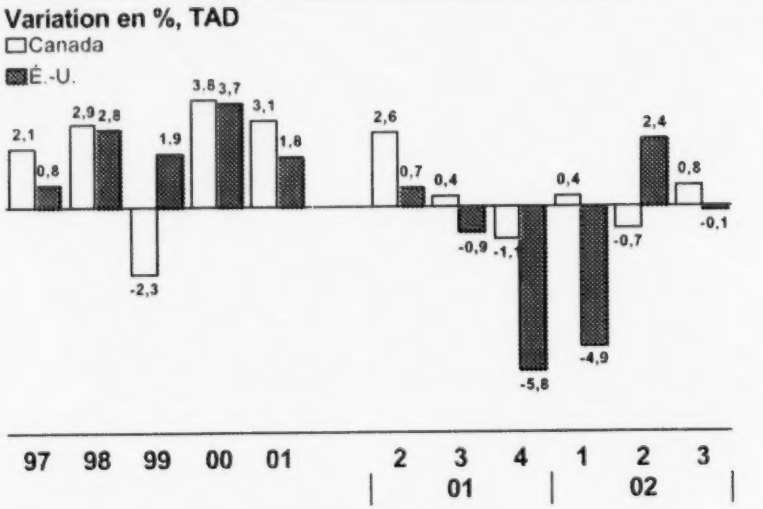
Source : Calculs d'Industrie Canada

...ce qui fait monter les coûts unitaires de main-d'oeuvre

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre se sont accrus de 0,8 % (taux annuel) au troisième trimestre. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis le deuxième trimestre de 2001.

Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont fléchi de 0,1 % au troisième trimestre puisque la productivité a progressé plus rapidement que les salaires.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



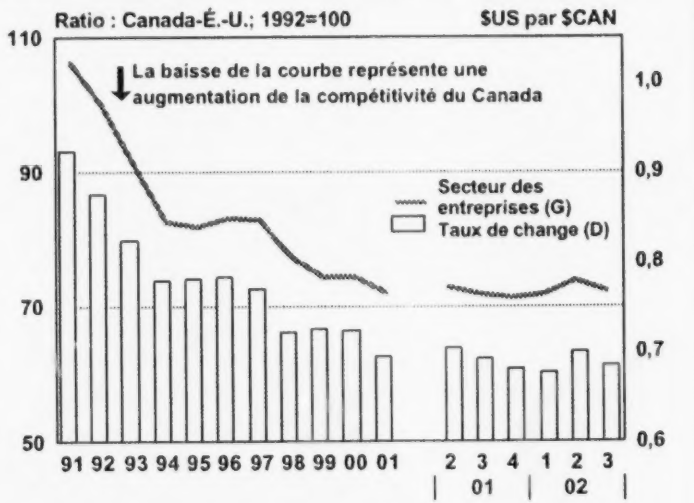
*Pour le secteur des entreprises
Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Néanmoins, la compétitivité des entreprises canadiennes s'améliore

Au troisième trimestre, la compétitivité des entreprises canadiennes par rapport à celle des entreprises américaines s'est accrue, ce qui leur a permis de reprendre le terrain perdu plus tôt cette année.

- **Cette situation s'explique par le fléchissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine, qui est passé de 65 cents US au deuxième trimestre à 63 cents US au troisième.**

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

Comptes internationaux

Au troisième trimestre, l'excédent au compte courant s'accroît...

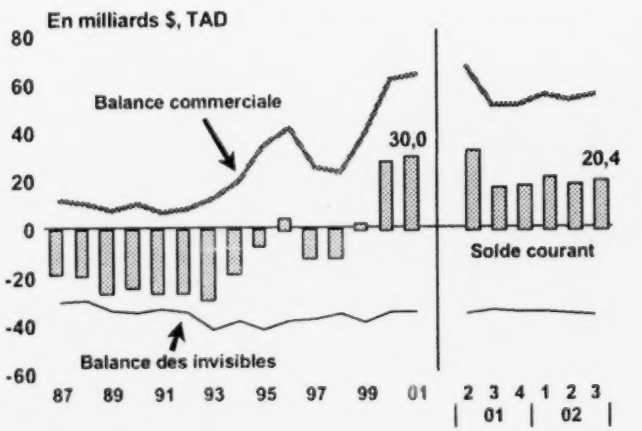
Au troisième trimestre, l'excédent au compte courant du Canada s'est redressé de 0,4 milliard de dollars pour s'établir à 5,1 milliards (20,4 milliards, taux annuel). Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de l'excédent au titre du commerce de marchandises.

Les Canadiens ont investi davantage à l'étranger. En effet, leurs placements sont passés de 11,8 milliards de dollars au deuxième trimestre à 13,1 milliards au troisième. Par contre, les investissements de l'étranger ont chuté, passant de 10,7 milliards de dollars au deuxième trimestre à 4,6 milliards au troisième.

- **À 12,8 milliards de dollars, les investissements directs du Canada à l'étranger ont été supérieurs de 4,2 milliards à ceux enregistrés au deuxième trimestre. La plus grande partie de cette somme a été destinée aux fonds de roulement des sociétés affiliées et très peu a servi à de nouvelles acquisitions. Les investissements directs aux États-Unis ont ralenti en raison de l'incertitude économique, ce qui contraste avec les quatre dernières années durant lesquelles la plupart des investissements étaient destinés à ce pays.**

- **Au troisième trimestre, les investissements directs étrangers au Canada se sont élevés à 1,6 milliard de dollars, soit le niveau le plus faible en sept ans.**

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

G-1

...alimenté surtout par la hausse de l'excédent au chapitre du commerce de marchandises...

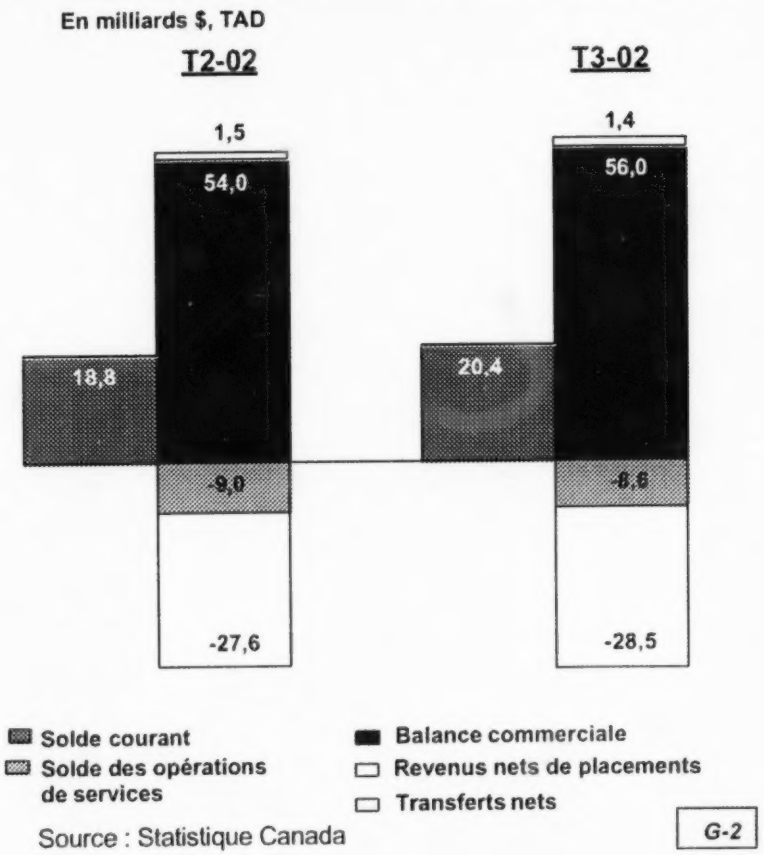
L'excédent au chapitre du commerce de marchandises a augmenté de 0,5 milliard de dollars pour s'établir à 14,0 milliards (56,0 milliards, taux annuel) au troisième trimestre, étant donné que la croissance des exportations l'a emporté sur celle des importations.

- **L'excédent relatif au commerce des biens du Canada avec les États-Unis s'est redressé pour un troisième trimestre de suite, grâce surtout aux produits automobiles et énergiques.**

Le déficit relatif aux services s'est rétréci, passant de 2,2 milliards de dollars au deuxième trimestre à 2,1 milliards (8,6 milliards, taux annuel) au troisième trimestre, en raison surtout du moins grand déficit au titre des services commerciaux.

Après avoir reculé aux premier et deuxième trimestres, le déficit au chapitre des revenus de placements s'est accru en raison de la baisse des bénéfices provenant des investissements à l'étranger.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

G-2

...alimenté surtout par la hausse de l'excédent au chapitre du commerce de marchandises...

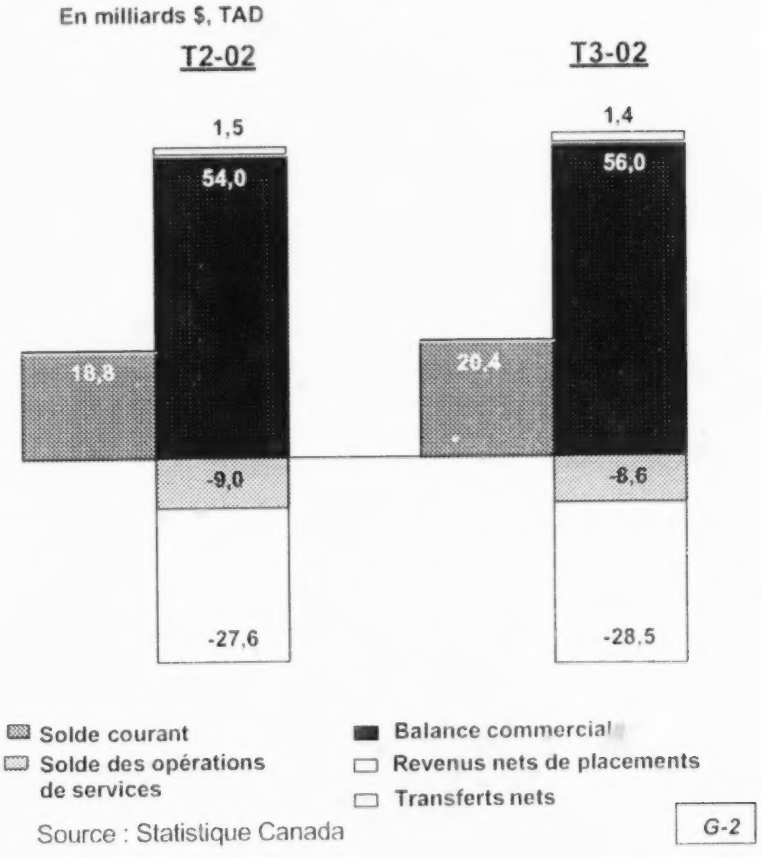
L'excédent au chapitre du commerce de marchandises a augmenté de 0,5 milliard de dollars pour s'établir à 14,0 milliards (56,0 milliards, taux annuel) au troisième trimestre, étant donné que la croissance des exportations l'a emporté sur celle des importations.

- L'excédent relatif au commerce des biens du Canada avec les États-Unis s'est redressé pour un troisième trimestre de suite, grâce surtout aux produits automobiles et énergiques.

Le déficit relatif aux services s'est rétréci, passant de 2,2 milliards de dollars au deuxième trimestre à 2,1 milliards (8,6 milliards, taux annuel) au troisième trimestre, en raison surtout du moins grand déficit au titre des services commerciaux.

Après avoir reculé aux premier et deuxième trimestres, le déficit au chapitre des revenus de placements s'est accru en raison de la baisse des bénéfices provenant des investissements à l'étranger.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

G-2

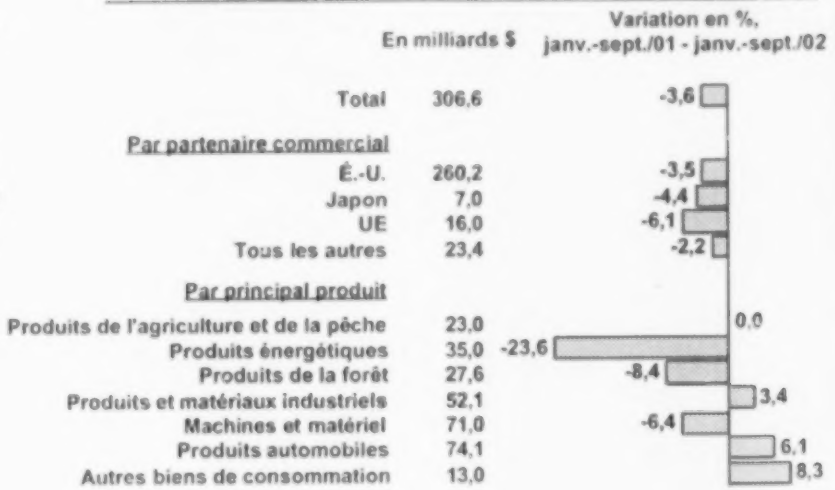
...qui est attribuable à la croissance des exportations...

Les exportations de marchandises ont poursuivi leur progression au troisième trimestre (+2,9 %), après avoir gagné 2,4 % au deuxième trimestre. Malgré cette hausse, le total des exportations pour les neuf premiers mois de l'année sont en baisse par rapport à la même période en 2001.

- **Les produits automobiles (+6,5 %) et les autres biens de consommation (+6,7 %) sont les principaux agents de croissance des exportations au troisième trimestre. Les mesures antidumping des États-Unis ont nui aux exportations de l'industrie des produits forestiers (-3,0 %), laquelle est la seule à accuser une baisse.**

- **Depuis le début de l'année, les exportations de produits énergétiques ont sensiblement reculé (-23,6 %), tout comme les exportations de produits forestiers (-8,4 %) et de machines et matériel (-6,4 %). La baisse des exportations a été généralisée, par exemple les exportations destinées aux États-Unis ont subi un recul de 3,5 % et celles destinées à l'Union européenne, 6,1 %.**

Exportations de marchandises, T3-2002



Source : Statistique Canada

G-3

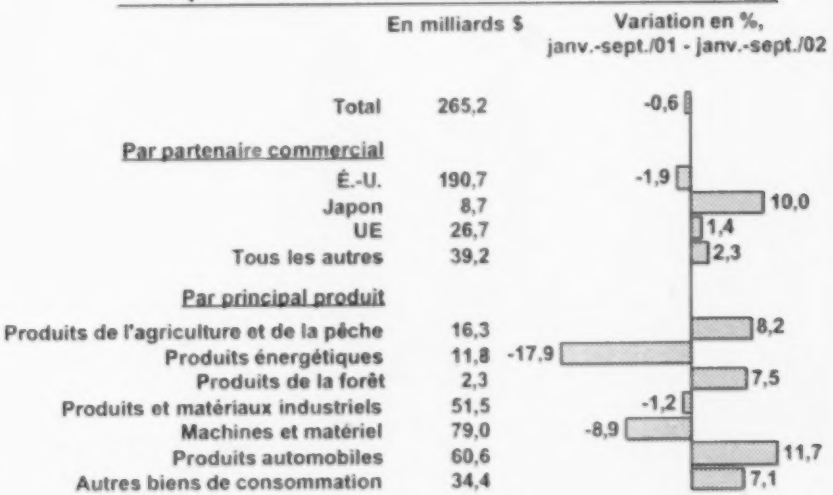
...laquelle est supérieure à celle des importations

Au troisième trimestre, les importations de marchandises se sont accrues de 2,7 %, après avoir gagné 3,2 % au deuxième trimestre. Pour les neufs premiers mois de 2002, le total des importations n'est que légèrement inférieur à ce qu'il était pour la même période en 2001.

- Des hausses ont été observées dans les importations de tous les principaux groupes de produits au troisième trimestre, les plus fortes augmentations étant le fait des produits énergétiques (+6,5 %), des produits de l'agriculture et de la pêche (+6,1 %) et des produits automobiles (+5,8 %).

- Depuis le début de l'année, des hausses sensibles des importations de produits automobiles, d'autres biens de consommation et de produits de l'agriculture et de la pêche ont annulé les baisses des importations de produits énergétiques et de machines et matériel.

Importations de marchandises, T3-2002



Source : Statistique Canada

G-4

Scène canadienne

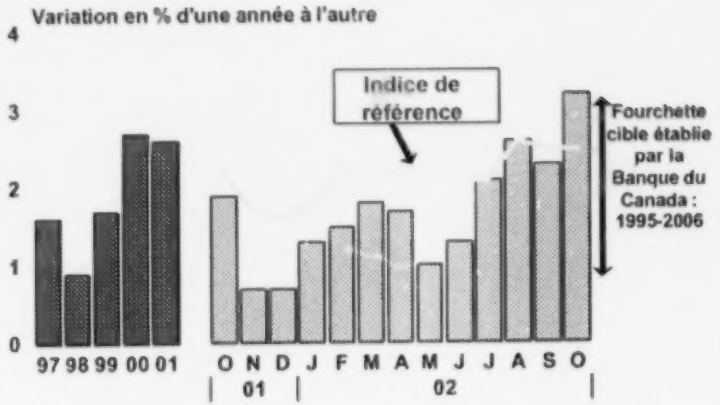
Mouvements des prix

L'inflation selon l'IPC a progressé en octobre, tandis que l'inflation selon l'indice de référence est restée stable

L'inflation, mesurée d'une année à l'autre selon l'évolution de l'IPC, a progressé, passant de 2,3 % en septembre à 3,2 % en octobre, ce qui contraste beaucoup avec le taux enregistré en mai, soit 1,0 %.

L'inflation mesurée par l'indice de référence, lequel exclut les composantes les plus volatiles de l'IPC global et les impôts indirects et sert de cible aux fins de la politique monétaire, est restée stable à 2,5 % entre août et octobre. Ce taux est supérieur au taux médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).

Indice des prix à la consommation



En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également décidé d'adopter une mesure plus fine de l'inflation tendancielle, établie selon l'indice de référence.
Sont exclus de l'indice de référence, les fruits, les préparations de fruits et les noix, les légumes et les préparations de légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects.

Source : Statistique Canada et Banque du Canada

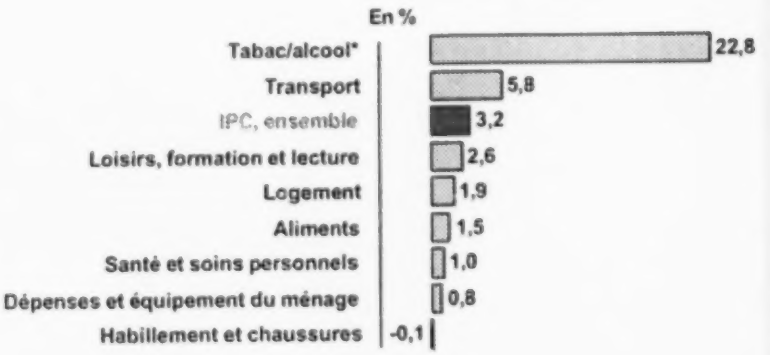
En octobre, les prix de l'énergie grimpent pour la première fois depuis octobre 2001

En octobre, l'inflation est attribuable, en partie, aux prix de l'énergie qui ont augmenté de 5,6 % après avoir reculé aux 12 mois précédents.

Les hausses notées dans le transport, le logement et le tabac ont également contribué à l'inflation.

Composantes de l'IPC : octobre 2002

Variation des prix d'une année à l'autre



*Les majorations de taxes sur les ventes de cigarettes, dont les dernières remontent à juin, ont fait grimper l'indice des prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées. Ainsi, d'une année à l'autre, l'indice a progressé en moyenne de 16,7 % depuis novembre 2001, date d'entrée en vigueur de cette série de majorations de taxes.

Source : Statistique Canada

Alimentés par une demande croissante, les prix des produits fabriqués et des matières premières continuent leur ascension par rapport aux creux enregistrés en décembre dernier

En octobre, les prix des produits industriels — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — se sont accrus de 2,4 %. Il s'agit de la troisième hausse consécutive, d'une année à l'autre.

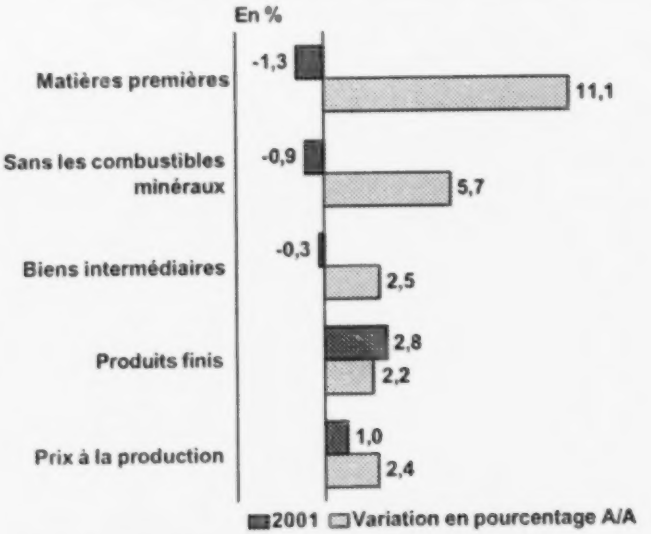
- **Ont contribué à cette majoration, outre les prix des produits du pétrole et du charbon (+8,5 %), les prix du bois, des aliments et des métaux de première fabrication.**

- **Après plusieurs reculs, les prix des biens intermédiaires (ceux utilisés par d'autres fabricants pour créer des produits finaux) ont augmenté de 2,5 % en octobre, soit la plus forte hausse d'une année à l'autre depuis janvier 2001.**

Les prix des matières premières ont bondi de 11,1 %, en glissement annuel, par rapport à 5,5 % en septembre.

- **La hausse est surtout attribuable à la flambée des prix du pétrole brut. À l'exception des combustibles minéraux, l'indice a augmenté de 5,7 %. Il s'agit de la plus forte augmentation parmi cinq hausses consécutives.**

Chaîne de prix - octobre 2002



Les prix des produits industriels et l'effet du taux de change : comme les prix de certaines exportations canadiennes sont donnés en dollars américains, surtout les véhicules automobiles, les pâtes et papier et les produits du bois, l'évolution du taux de change entre les devises canadienne et américaine a une incidence sur les prix des produits industriels. Une dépréciation du dollar canadien fait augmenter les prix des produits industriels et vice versa.

H-3

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Finances publiques

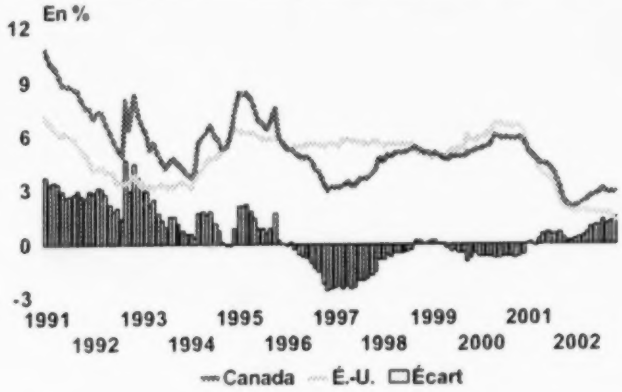
Le desserrement du crédit se poursuit en raison de l'incertitude qui règne sur le monde de la finance et la situation géopolitique et qui freine la reprise économique mondiale

Le 3 décembre, la Banque du Canada a maintenu à 2,75 % son taux cible du financement à un jour. Elle a indiqué que la croissance économique était plus faible que prévu à cause de l'incertitude qui règne sur le monde de la finance et la situation géopolitique.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a retranché un demi-point de pourcentage au taux des fonds fédéraux, celui-ci passant à 1,25 % le 6 novembre, puis elle l'a laissé tel quel à sa réunion du 10 décembre. La réduction a été appliquée à la lumière des données montrant une baisse de régime de l'économie et un climat géopolitique de plus en plus tendu.

Compte tenu de ces événements, l'écart entre les taux sur les marchés monétaires au Canada et aux États-Unis s'est établi à 152 points de base le 4 décembre, soit l'écart le plus important depuis août 1993.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 4 décembre 2002

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

Dates d'établissement des taux d'intérêt en 2003

Canada	États-Unis
21 janvier	28-29 janvier
4 mars	18 mars
15 avril	6 mai
3 juin	24-25 juin
15 juillet	12 août
3 septembre	16 septembre
15 octobre	28 octobre
2 décembre	9 décembre

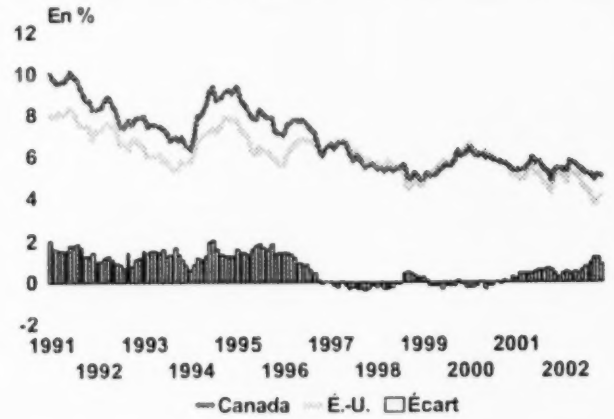
Les taux à long terme en Amérique du Nord empruntent une trajectoire descendante

Les rendements à long terme ont diminué au troisième trimestre, à la suite du transfert de certains fonds d'investissement au marché des instruments à taux fixe en raison de la situation géopolitique de plus en plus tendue au Moyen-Orient. Au début d'octobre, le rendement des obligations canadiennes à dix ans a glissé vers un creux de 4,8 % (inégalé depuis octobre 1998) et son pendant américain a fléchi pour atteindre un creux de 3,6 %.

Toutefois, depuis la mi-octobre, les investisseurs ont repris confiance et sont revenus au marché des actions, ce qui a fait monter les taux d'intérêt à long terme. Néanmoins, ces derniers sont restés inférieurs aux taux enregistrés au début de 2002.

L'écart entre les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis s'est établi à 1,2 point de pourcentage en octobre, soit le plus élevé depuis avril 1996. Il oscille autour des 100 points de base depuis le début de novembre.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 4 décembre 2002

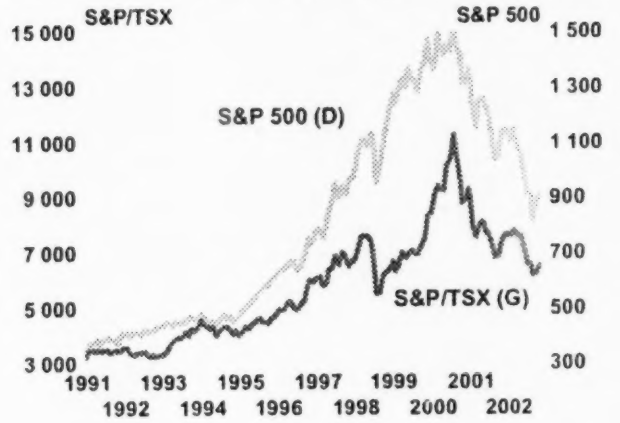
Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

Le marché des actions reprend de la vigueur grâce au plus grand optimisme des investisseurs

Encouragés par les données concernant les bénéfices pour le troisième trimestre, les investisseurs ont recommencé à acheter dans la perspective d'une relance des activités des entreprises. Les valeurs technologiques, qui ont été malmenées durant les deux dernières années, ont fait des gains importants, comme en témoigne l'augmentation d'environ 25 % de l'indice NASDAQ entre le début d'octobre et la mi-décembre.

- **L'indice S&P/TSX a atteint un creux de 5 695 points en octobre avant de se redresser et de gagner environ 1 000 points pour clôturer à 6 610 points le 4 décembre. Par ailleurs, l'indice S&P 500 est passé d'un creux de 776 points le 9 octobre à 918 points.**

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 5 décembre 2002

Le 1er mai, le plus important indice boursier du Canada a été renommé Standard & Poor/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX).

Source : Statistique Canada

Le dollar canadien se hisse au-dessus des 64 cents en décembre

À la mi-décembre, le dollar canadien a clôturé à 64,1 cents US, par rapport au récent creux de 63,0 cents US. Toutefois, il est demeuré inférieur au sommet atteint en juillet.

- **Sur le plan positif, le dollar canadien a profité de la supériorité de ses taux d'intérêt par rapport à ceux des États-Unis, d'une meilleure conjoncture économique et d'un certain raffermissement des prix des produits de base non énergétiques.**

- **Sur le plan négatif, l'incertitude entourant la situation géopolitique et la faiblesse de l'économie mondiale ont incité les investisseurs à chercher refuge dans le dollar américain.**

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 4 décembre 2002

Source : Banque du Canada

Scène canadienne

Finances publiques

Le gouvernement fédéral affiche un cinquième excédent de suite

Pour l'exercice 2001-2002, le gouvernement fédéral affiche un excédent budgétaire de 8,9 milliards de dollars.

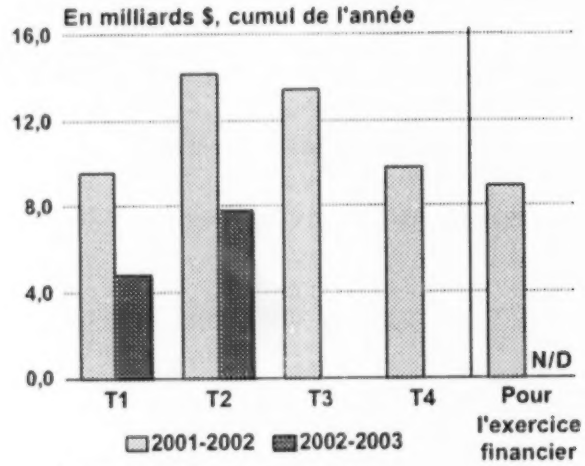
- **Cet excédent est supérieur de 7,4 milliards de dollars aux prévisions contenues dans le budget de décembre 2001, en raison des dépenses de programmes plus faibles que prévu, des frais de la dette publique moins élevés et des recettes budgétaires plus élevées que prévu. Ainsi, le ratio de la dette publique nette au PIB a pu être ramené à 49,1 %, par rapport au sommet de 70,9 % enregistré en 1995-1996.**

Pour le premier semestre de l'exercice 2002-2003, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent de 7,8 milliards de dollars, comparativement à 14,2 milliards pour la même période l'an dernier.

- **Cette diminution est attribuable à la baisse des recettes budgétaires et à la hausse des dépenses de programmes. La baisse des recettes budgétaires peut s'expliquer par le fait que les paiements finaux d'impôt sur le revenu ont été plus faibles et les remboursements relatifs à l'année d'imposition 2001 plus importants, à cause de la faiblesse des marchés boursiers et du fléchissement des bénéfices des entreprises.**

Outre la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador, les provinces prévoient avoir soit un budget équilibré, soit un excédent pour 2002-2003, tandis que les trois territoires prévoient enregistrer un déficit.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :

Hossein Rostami
Directeur
Analyse micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, pièce 540G
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

par courrier électronique : **rostami.hossein@ic.gc.ca**
par téléphone : **(613) 995-8452**
ou par fax : **(613) 952-1936**

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique. Le présent rapport a été préparé à l'aide des données disponibles le 16 décembre 2002.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Marianne Blais, Jenness Cawthray, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras et Patrick Taylor sous la direction de Hossein Rostami et de François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-2618